

EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DU BÉNIN
42e session
Janvier / Février 2023
L'orientation sexuelle et les violences faites aux femmes LGBTQ

Soumission conjointe de l'Association de Femme pour une Relève Orientée (AFRO-BENIN)



Avec l'appui de la Coalition Africaine des lesbiennes (CAL) et de l'Initiative pour les droits sexuels (Sexual Rights Initiative - SRI)



AFRO-BENIN est une organisation béninoise de Lesbiennes, Bisexuelles, Transgenres et Queers (LBTQ), créée en juillet 2013 et enregistrée légalement depuis Février 2016. Elle travaille pour l'épanouissement et le dynamisme des femmes par de nouvelles approches d'intervention.

Site internet : www.afrobenin.org **Email :** contact@afrobenin.org

CAL est une organisation à but non lucratif panafricaine de défense des droits des femmes LBQ basée en Afrique du Sud, qui existe depuis 2003. Il s'agit d'une coalition de plus de 30 organisations différentes basées dans 19 pays à travers l'Afrique

Site internet : www.cal.org.za **Email:** tash@cal.org.za ; mathabo@cal.org.za

SRI L'Initiative pour les droits sexuels est une coalition d'organismes nationaux et régionaux établis au Canada, en Pologne, en Inde, en Égypte, en Argentine et en Afrique du Sud qui collaborent à l'avancement, aux Nations Unies, des droits de la personne pertinents à la sexualité.

Site internet: www.sexualrightsinitiative.org/fr **Email:** anthea@srigenève.com

Tel: +41767656477 **Adresse:** Rue de Monthoux 25, Genève, 1201.

Mots clés

orientation sexuelle, identité de genre, violences basées sur l'orientation sexuelle et le genre, discriminations, et violation des droits des femmes LGBTQ

Introduction

1. L'Etat Béninois a été soumis à l'examen périodique universel à plusieurs reprises déjà et la dernière date de 2017¹. Lors de ce dernier examen, il a été remarqué après l'analyse des résultats que le gouvernement a intensifié ses efforts pour assurer la protection et promotion des droits humains dans le pays. Cependant, de nombreux manquements demeurent. Plusieurs recommandations ont été faites pour favoriser une amélioration de la situation des droits humains dans notre pays, mais celle en faveur des personnes d'orientations sexuelles différentes sont constamment refusées par l'État du Bénin. Ce refus motive la soumission pour ce nouvel examen par l'Association des Femmes pour une Relève Orientée (AFRO-BENIN) afin de lever le voile sur la situation des femmes LGBTQ et sur les manquements du Gouvernement béninois à cet égard.

Choix du thème et méthodologie

2. Ce rapport est basé sur une analyse comparative des données au niveau national en rapport aux respects et protections des droits humains en accordance avec l'adoption des instruments internationaux par le Bénin² et les cas de discriminations et violation des droits des femmes LGBTQ rapporté à AFRO-BENIN. Il traite essentiellement de questions d'orientation sexuelle, d'identité de genre et de violences basées sur l'orientation sexuelle et le genre.

L'orientation sexuelle

Contexte Actuel

3. Le Bénin est une ancienne colonie française, qui est devenue indépendante en 1960. Après la première décennie d'indépendance, les droits de humains étaient violés sur une base quotidienne. Il n'y avait aucune liberté d'expression ou de la presse, et des meurtres et des détentions arbitraires. Trente ans après l'indépendance, la Conférence Nationale des forces vives de la nation de 1990³ a dénoncé les violations nombreuses des droits humains, et les auteurs de ces violations grossières majeures ont été cités. Cette conférence a eut pour résultat l'installation des principes démocratique permettant plus de libertés, de droits et de respects pour les citoyen•ne•s.
4. Néanmoins, il n'est pas rare de constater des actes antidémocratiques ou de graves violations des droits humains. Tout ceci appuyé par la forte présence de religions qui, dans leurs fondamentalismes, incriminent les pratiques homosexuelles de même que les coutumes et mœurs sortant du cadre hétéro-normatif. Il existe donc au Bénin un environnement politique très peu favorable pour les LGBTQ.

¹ Examen périodique universel - Bénin <https://www.ohchr.org/fr/hr-bodies/upr/bj-index>

² Par exemple: La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples https://www.achpr.org/fr_legalinstruments/detail?id=49 ou la Convention sur l'élimination de tous les formes des discrimination à l'égard des femmes <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-elimination-all-forms-discrimination-against-women>

³ Conférence nationale souveraine (Bénin) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9rence_nationale_souveraine_\(B%C3%A9nin\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9rence_nationale_souveraine_(B%C3%A9nin))

5. Les femmes lesbiennes, bissexuelles, transgenres et queers (LBTQ) du Bénin font ainsi face à de nombreux défis dans leur quête quotidienne d'un environnement socioculturel et politique plus digne, bien que l'article 36 de la constitution béninoise⁴ stipule ceci : *"Chaque Béninois a le devoir de respecter et de considérer son semblable sans discrimination aucune et d'entretenir avec les autres des relations qui permettent de sauvegarder, de renforcer et de promouvoir le respect, le dialogue et la tolérance réciproque en vue de la paix et de la cohésion nationale."*
6. Malgré que l'article 1 de la déclaration universelle des droits de l'Homme stipule aussi que : *« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité »*⁵, l'environnement social est marqué de violences verbales, physiques et morales envers la communauté LGBTQ, appuyé par des interpellations et arrestations arbitraires⁶ et alimentées par des propos haineux dans certaines parutions de la presse comme CAPP FM en 2021 :
 - *« un béninois estime que l'homosexualité est une maladie. « Le comble c'est que leur nombre grimpe. J'ai piqué une crise de nerfs en apprenant qu'un de mes amis est devenu gay. C'est un déshonneur. Dans la culture béninoise, ce sont des choses qui ne se font pas », a-t-il ajouté.»*
 - *«« Tout ça, c'est parce que nos jeunes copient les européens. Dieu a-t-il mal fait de créer la femme pour l'homme ? L'union se fait entre un homme et une femme et non deux personnes du même sexe. Vous allez même constater que la plupart de ceux qui sont homosexuels surtout les femmes ont déjà un enfant »,* indique un nommé Silas Adoto.
Pour d'autres béninois, l'homosexualité est une abomination devant Dieu. *« Ce sont des pratiques qui sont contre la volonté de notre créateur »,* pense Perpétue Kodjo.
»⁷
7. Cette situation préoccupante est aussi marquée par de nombreux actes de violence (homicides d'activistes LGBTQ non élucidés, « viols correctifs » de lesbiennes supposées ou réelles, attaques de sièges d'associations travaillant dans le domaine de la protection des droits basés sur leur orientation sexuelle ou identité de genre.⁸
8. Les LGBTQ sont victimes de discrimination et même d'agression, touchant plus particulièrement les femmes LBTQ. En avril 2021, trois femmes trans ont été lynchées dans un bar à Cotonou. Elles ont été frappées et mises à nue devant une grande foule.⁹
9. Le 20 février 2022, une femme lesbienne a été battue et évincée par son logeur parce qu'on la soupçonnait d'homosexualité car elle recevait exclusivement la visite de femmes ainsi que sur la base de son style vestimentaire.

⁴ Constitution béninoise du 11 Décembre 1990: <https://cdn.accf-francophonie.org/2019/03/benin-constitution-1990.pdf>

⁵ La Déclaration universelle des droits de l'homme, Article premier. <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>

⁶ Bénin. Des policiers accusés d'avoir violemment agressé une femme transgenre. Amnesty International. 7 mars 2022. <https://www.amnestybenin.org/benin-des-policiers-accuses-davoir-violemment-agresse-une-femme-transgenre/?fbclid=IwAR1ATF IAqJCLC0 Sw-eCuUFD250IT-IOI7u73W ahf9ak84EJNslhAvGc>

⁷ Orientation sexuelle : 18 000 homosexuels au Bénin : Regard de la société. CAPP FM. 1er juin 2021. <https://cappfm.com/orientation-sexuelle-18-000-homosexuels-au-benin-regard-de-la-societe/>

⁸ Rapport sur l'état des droits de l'Homme au Bénin 2020-2021, p.85. Commission Béninoise des Droits de l'Homme. <https://cbdhdh.bj/home/rapport-annuel/?dir=4671>

⁹ Bénin. Menace sur les personnes transgenres et leurs défenseurs après l'agression de trois d'entre elles. Amnesty International. 13 mai 2021. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/05/benin-threat-on-transgender-people-and-their-defenders/>

10. La responsable de notre association a été attaquée pour avoir contribué à l'hébergement d'une femme queer et de sa compagne ayant été évincées de leur logement sur la base de leur identité de genre.
11. Une femme lesbienne de 27 ans a également été arrêté arbitrairement et détenue pendant 48 heures subissant un traitement inhumain sur la base de son orientation sexuelle supposée. Son téléphone a été fouillé et gardé pendant plus d'un mois au commissariat. Depuis son arrestation elle est constamment menacée par des messages harcelants ou des promesses de viol correctif de la part des officiers.
12. Une autre femme lesbienne béninoise de 30 ans a été contrainte par sa famille de se marier. Elle a été séquestrée par des membres de sa propre famille pendant plus de 7 jours, et a subi un viol correctif dans le but de la faire procéder. Cette situation a engendré pour elle des troubles de santé mentale (anxiété, pensées suicidaires) de même qu'un sentiment de dégoût et de honte.
13. Des membres de la communauté LGBTQ au Bénin font face à d'autres problèmes comme le rejet familial, la perte d'emploi¹⁰, le renvoi des écoles et hôpitaux, les insultes quotidiennes dans les rues. Une telle situation traumatise énormément les membres de notre communauté et conduit certains à la dépression. 53 cas de dépression ont déjà été enregistré cette année au sein de notre organisation. ^{11 12}

Recommandation dernier EPU

14. Au cours du dernier examen, aucune recommandations faite étaient spécifiques à l'orientation sexuelle et l'identité et l'expression de genre. Nous nous baserons donc sur les recommandations qui ont été faites au Bénin sur l'amélioration des conditions de vie des personnes LGBTQ lors de l'examen périodique universel de 2012¹³. Ses recommandations, rejetées par l'État du Bénin, demande sur la base de la thématique de non-discrimination de :
 - 110.3 Intensifier ses efforts pour s'attaquer à la discrimination fondée sur l'orientation ou l'identité sexuelle, et enquêter sur les crimes commis contre les membres de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) et poursuivre les auteurs de ces crimes; (Norvège)
 - 110.4 Étudier la possibilité de renforcer les mesures visant à éliminer tout traitement discriminatoire fondé sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre;
 - Abolir formellement toute sanction fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre;(Argentine)
 - 110.5 Dépénaliser les relations sexuelles entre individus de même sexe consentants et adopter en direction de la police des programmes éducatifs et des politiques propres à favoriser la sécurité personnelle de tous les Béninois indépendamment de leur orientation sexuelle (États-Unis d'Amérique)

Progrès ou Amélioration

15. On peut reconnaître et saluer aujourd'hui l'implication de quelques organisations, de certains ministères et du gouvernement, et nous notons l'amélioration du traitement des

¹⁰ Ahodi C. & Logan H. (2020). Accessibilité à l'emploi des femmes au Bénin. Coalition of African Lesbians. <https://www.cal.org.za/2021/07/07/womens-access-to-employment-in-benin/>

¹¹ Kugbe, Y. & Akpokli, S. (2020). Pour en finir avec les « labyrinthes » : Portrait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés Lesbiennes, Bisexuelles et Queer dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Amsterdam, COC Nederland. https://www.coc.nl/wp-content/uploads/2021/06/Breaking_Labyrinths_report_EN.pdf

¹² COC Nederland (2021). Une analyse de l'état du mouvement lgbti au Bénin. Amsterdam, COC Nederland

¹³ A/HRC/22/9 - Para. 110

cas de violations à l'endroit des femmes y compris quelques lesbiennes à travers la Commission Béninoise des Droits de l'Homme¹⁴.

16. Malheureusement, la thématique LGBTQ est toujours abordée uniquement sous le prisme de la santé publique, ou dans le cadre des questions de genre en général. Elles sont enfouies donc dans le grand lot des questions de genres sans possibilité de s'exprimer sur leur SOGIESC.
17. Explicitement, aucune disposition légale n'existe au Bénin sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Mais implicitement dans un contexte culturel, l'homosexualité est considérée contre nature et reste un délit. On peut donc dire qu'aucune protection juridique n'existe en matière de discrimination basée sur l'orientation et l'identité.¹⁵
18. Aucune protection ou prise en charge des femmes LGBTQ n'existe sur la santé et le bien-être. Seules quelques questions de santé des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes sont prises en compte. Les besoins en santé sexuelle et la protection des droits des LGBTQ ne sont aucunement considérés.¹⁶

Conclusion

19. Notons en conclusion que ce refus de prendre des engagements sur la base des recommandations sur le principe de non-discrimination justifie le fait qu'il n'y ait à ce jour, aucune action de protection contre toutes formes de violences et de discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre car de nombreuses personnes continuent d'être victime de discrimination et de stigmatisation liées à leur sexualité et leur identité de genre.
20. Il se pose donc au Bénin la problématique d'une très large ineffectivité des droits humains des personnes LGBTQ malgré l'affirmation de l'universalité de droits sans discrimination, notamment à l'endroit de ces personnes, par les droits internationaux.

Recommandations

21. Promouvoir la liberté d'expression, d'association sans discrimination basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre pour faciliter l'autonomisation des associations identitaires.
22. Insérer les questions d'orientations sexuelles et d'identité de genre dans les lois existantes contre la discrimination et sa vulgarisation.
23. Lancer des enquêtes nationales sur les violences basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et instaurer un cadre juridique pour la répression de ses violences.
24. Permettre aux associations identitaires de s'enregistrer facilement en tant qu'identitaires.
25. Faciliter l'établissement des pièces d'identité aux femmes Trans afin de garantir leur reconnaissance et leur sécurité.

¹⁴ Rapport sur l'état des droits de l'Homme au Bénin 2020-2021. Chapitre V. Commission Béninoise des Droits de l'Homme. <https://cbdhdh.bj/home/rapport-annuel/?dir=4671>

¹⁵ Sexual & Women's Rights Country Overview: Benin. 2020, Coalition of African Lesbians. <https://www.cal.org.za/2021/06/27/sexual-womens-rights-country-overview-benin-2020/>

¹⁶ Ally L. , Sika V. & Ntesang N. (2020) The Autonomy Project: A report on Violence Against Women & Women's Political Participation in Rwanda, Benin & Tunisia. Coalition of African Lesbians. <https://www.cal.org.za/2020/12/04/the-autonomy-project-a-report-on-violence-against-women-womens-political-participation-in-rwanda-benin-tunisia/>